

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
1er juillet 1976

No 521
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Berlin-Est

LE FORUM REVISIONNISTE

La conférence des 28 Partis "communistes" européens réunis à Berlin-Est est le fruit d'un long et âpre marchandage qui aura duré plus de 20 mois et qui traduit les changements des rapports de force apparus sur la scène du révisionnisme depuis quelques années.

La dernière conférence des PC européens a eu lieu à Karlovy-Vary, en Tchécoslovaquie, en 1967. Deux mois avaient suffi à sa préparation sur le thème de la "sécurité en Europe". L'URSS avait mené les travaux tambours battants, refusant tout compromis avec ceux qui entendaient prendre du champ vis-à-vis de sa baguette ; en conséquence, ni la Roumanie, ni la Yougoslavie n'étaient présents à ce sommet. Indépendamment évidemment du glorieux Parti du travail d'Albanie à la pointe de la lutte contre le révisionnisme moderne en Europe, quatre PC d'Europe occidentale avaient refusé de faire le voyage : ceux des Pays-Bas, de Suède, de Norvège et d'Islande.

24 partis européens avaient donc participé aux travaux de la conférence qui s'étaient achevés par la pu-

blication d'un document soumettant « au jugement de l'opinion publique européenne », un programme d'actions communes en vue de la création d'un système de sécurité collective sur le continent.

En 1969, à la conférence mondiale des partis révisionnistes à Moscou, le vent de fronde commençait déjà à souffler. Au total neuf partis sur les 75 présents, avaient

refusé de signer le document final ou émis des réserves sur ses principaux chapitres.

La préparation de l'actuelle conférence européenne a vu se confirmer la tendance « polycentriste » au sein des partis révisionnistes contestant de plus en plus ouvertement la primauté de Moscou même s'ils adhèrent aux orientations essentielles de sa politique.

(Suite page 2).

La scission dans le mouvement communiste et les écrits d'enver Hoxha

C'est sous le titre « La Grande divergence » que l'éditeur Patrick Kessel vient de faire paraître en français

le tome XIX des Œuvres du camarade Enver Hoxha, secrétaire général du Parti du Travail d'Albanie. Il s'agit là d'un événement important à plus d'un titre. Les écrits rassemblés dans ce volume concerne une période historique proche dont les répercussions sont toujours actuelles.

De juin à décembre 1960 en effet, le Parti du Travail d'Albanie eut à combattre au sein du Mouvement communiste international la clique révisionniste de Khrouchtchev qui tentait d'imposer ses positions antimarxistes aux partis communistes et de faire « exclure » le Parti communiste chinois ayant à sa tête Mao Tsé-toung. Face aux profondes divergences idéologiques et politiques au sein du Mouvement communiste international, le Parti du Travail d'Albanie eut alors à élaborer une tactique et une stratégie contre la propagation du révisionnisme khrouchtchevien. Prenant ses responsabilités et osant se dresser

dans la lutte, le Parti du Travail d'Albanie sous la direction d'Enver Hoxha eut alors à prendre des décisions capitales pour l'avenir du Mouvement communiste et pour la défense du marxisme-léninisme.



Les documents réunis dans ce volume permettent de mieux comprendre comment le PTA s'appliqua avec patience et fermeté à combattre la ligne de Khrouchtchev et aussi comment la clique révisionniste soviétique multiplia les menées et pressions en coulisse de la rencontre de Bucarest.

(Suite page 3)

En juillet et en Août

Pas de trêve Pour la libération de Romain Le Gal

Voici venue l'époque des congés. Certains d'entre nous ne pourront pas partir, ce qui est le cas d'environ la moitié des Français, d'autres vont quitter pour un mois leur quartier. Mais durant ces mois de vacances, où que vous soyez, n'oubliez pas que Romain Le Gal est toujours emprisonné.

Il faut qu'en juillet et en août la mobilisation et l'action se poursuivent pour obtenir la libération de Romain. La bourgeoisie espère peut-être que durant ces deux mois l'effort va se re-

lâcher. Il faut qu'elle reçoive un démenti.

Les vacances sont une situation propice pour développer le soutien à Romain Le Gal. De multiples initiatives peuvent être prises. Les déplacements permettront de faire connaître à un nombre plus grand de travailleurs que Romain est emprisonné. Partout où vous passez, collez des affiches, faites des inscriptions appelant à libérer Romain Le Gal. Là où vous serez en vacances, faites signer des pétitions pour sa libération. Parlez-en autour de vous.

Dans notre prochaine édition qui paraîtra le 8 juillet, quatre pages seront consacrées à Romain. Utilisez-les largement, diffusez-les massivement !

Le 11 juillet, à Lorient, à l'appel des comités anti-répression et des comités de soutien aux inculpés de Lorient, un grand rassemblement aura lieu contre la répression, pour exiger la libération de Romain et de tous les emprisonnés politiques, la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat. Tous les travailleurs, paysans, étudiants, victimes de la répression, ainsi que tous les artistes (chanteurs, comédiens, dessinateurs), sont appelés à y participer. Vous tous qui serez en vacances en Bretagne, ou qui pourrez y aller, rendez-vous à Lorient.

Pas de trêve pour la libération de Romain !

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS

Nous avons fixé comme objectif à la souscription que nous avons engagée le chiffre de 25 millions le 30 juin. Or, le 27 juin, le total de la souscription ne s'élevait qu'à un peu plus de 15 millions. Il est donc très vraisemblable que l'objectif fixé ne pourra pas être atteint dans les délais voulus. Quelle conclusion en tirer ? Eh bien, qu'il faut poursuivre la bataille en redoublant d'efforts. Cette bataille financière est avant tout une bataille politique.

« L'Humanité rouge » est un quotidien indépendant de la bourgeoisie, quelle que soit l'étiquette de celle-ci. En toutes circonstances il est au service des intérêts de la classe ouvrière et du peuple. A cela une raison notamment : notre quotidien ne vit que de l'argent de travailleurs, de gens

du peuple. Il ne compte que sur les masses. La bataille financière de « L'Humanité rouge » est menée pour que vive le quotidien de la classe ouvrière. Voilà pourquoi le soutien financier doit se faire en s'adressant aux travailleurs, en s'appuyant sur les masses. Il n'est pas d'autre solution pour nous.

Alors que la situation dans le monde et en France même évolue à grande vitesse, que les facteurs de guerre comme ceux de révolution ne cessent de se développer, il est impératif que notre quotidien soit à la hauteur des tâches dans la lutte contre la bourgeoisie, le révisionnisme, les superpuissances. Il faut que la voix des marxistes-léninistes puisse s'entendre chaque jour avec plus de force. C'est cela, la bataille des 25 millions.

DATES DE PARUTION DU JOURNAL CET ETE

Voici quelques informations sur la parution du journal cet été.

En raison de la faible vente normale des journaux pour la période recouvrant les deux mois d'été, d'une part, et en raison des difficultés financières que nous avons déjà exposées récemment, d'autre part, le journal cessera sa parution quotidienne du 1er juillet au 15 septembre.

Le dernier numéro quotidien sera daté du 1er juillet et le premier de la rentrée du 16 septembre.

Entre temps, sortiront, les 8 et 22 juillet, le 5 août et le 2 septembre des journaux de 16 pages. Évidemment, s'il survenait des événements politiques importants, cette décision sera remise en cause pour pouvoir faire face à nos tâches.

Le comité de rédaction NB : pour les CD faire savoir rapidement à l'administration du journal, le nombre de journaux de 16 pages désirés pour eux pour les mois de juillet, août et septembre.

Liban

LA RESISTANCE ACHARNEE DES CAMPS DE TELL EL ZAATAR ET JISR EL BACHA

«Les isolationnistes verront ce qui leur en coûtera s'ils prennent les camps» a déclaré un des dirigeants palestiniens, mardi soir, à propos de l'agression sauvage des camps palestiniens de Tell El Zaatar et de Jisr El Bacha par les phalangistes. Lieux des affrontements les plus violents, les deux camps ne sont pas les seuls endroits à être le théâtre de cette agression.

En effet, alors que les quartiers populaires de Beyrouth subissaient, lundi soir, une nouvelle nuit de bombardement, toute la ligne de front coupant la capitale libanaise et sa banlieue d'Est en Ouest, s'est à nouveau embrasée.

La situation a été la même dans la montagne libanaise notamment dans la région d'Aley-Kahale, à une vingtaine de kilomètres.

Alors que la nuit était ponctuée par les explosions sourdes de l'artillerie de gros calibre, l'immense incendie ravageant le port depuis quarante huit heures se poursuivait toujours lundi en fin de soirée, illuminant le ciel de la capitale libanaise.

Alors que la radio phalangiste annonçait lundi soir que les 2 camps allaient tomber et que l'occupation du camp de Tell El Zaatar n'était «qu'une question d'heures», il semble que mardi soir les vaillants camps palestiniens résistaient toujours. Les miliciens du camp de Tell El Zaatar auraient même investi deux collines autour du camp et détruit deux nids de mitrailleuses.

C'est face à une opération conduite par plus de dix mille hommes, dotés d'une puissance de feu sans précédent (depuis 15 mois qu'a débuté le conflit) que les défenseurs des 2 camps palestiniens ont opposé et opposent toujours une résistance acharnée. Les agresseurs regroupent les troupes de Camille Chamoun, de Frangie et Gemayel, ces derniers étant entrés dans la bataille samedi en raison de la résistance farouche et très coûteuse pour les agresseurs, opposée par les Palestiniens.

Assiégés de toutes parts, bombardés sans relâche, ayant à subir de multiples assauts, les deux camps ont résisté après une semaine de combats acharnés qui n'ont

pas de précédent dans la guerre civile libanaise.

Les forces phalangistes libanaises n'ont pas pu, en huit jours de combats, enfoncer les lignes palestiniennes. Le camp de Jisr El Bacha, habité en majorité par des chrétiens, avait été partiellement occupé au cours de la nuit de lundi à mardi, mais les défenseurs ont réussi à reprendre, mardi matin, les positions perdues.

La population de Beyrouth qui observe avec angoisse l'évolution des combats, doit mener une bataille de tous les instants pour survivre dans une capitale où plus rien ne fonctionne normalement. C'est l'absence d'eau et d'électricité qui rend la vie de plus en plus intenable et provoque d'innombrables incidents chez les habitants à bout de nerfs. Selon la presse du Caire de mardi matin, Ismail Fahmi, ministre égyptien des Affaires étrangères, accuse les milices de Camille Chamoun, ministre libanais de l'Intérieur et des Affaires étrangères par intérim, d'avoir attaqué les camps palestiniens de Tell El Zaatar et de

Jisr El Bacha, au moment où un cessez-le-feu avait pu finalement être obtenu grâce aux efforts de la Ligue arabe. A propos du cessez-le-feu, Ismail Fahmi estime qu'il incombe au conseil «d'adopter les mesures politiques et matérielles qui s'imposent en vue d'arrêter l'effusion de sang et le massacre des peuples libanais et palestiniens». Fahmi déclare enfin que l'Égypte «combattra toute tentative de liquidation de la Résistance palestinienne».

OUA :

LA FRANCE CONDAMNÉE

Le conseil des ministres de l'OUA a condamné le colonialisme français pour son attitude à Mayotte.

Le rapport adopté fait état d'expulsions de citoyens de Mayotte refusant l'occupation illégale de la France et d'actes de banditisme de la part des 3 000 militaires français qui s'y trouvent.

Le rapport dénonce également la volonté de maintenir la base militaire dans l'océan Indien et des pressions pour obliger les femmes à épouser des soldats français pour modifier l'équilibre démographique de l'île et «blanchir la population».

Le rapport fait d'autre part état de la volonté de la France de transformer Mayotte en département et parle de machinations de certains parlementaires pour y trouver un siège. Alain Poher, président du Sénat, y est mentionné comme «l'homme qui tire les ficelles», «pour y placer un membre de sa famille».

TCHECOSLOVAQUIE : APRES
LES GREVES EN POLOGNE

La presse tchécoslovaque a évoqué mardi les grèves des ouvriers polonais contre les hausses de prix.

Elle se garde d'ailleurs bien de parler de grève. Elle s'en prend aux «phénomènes antisociaux provoqués en certains lieux par des éléments irresponsables» et parle de «vandalisme» et de «cambriolages». La propagande fasciste croit que le peuple tchécoslovaque s'y laissera prendre. Mais tout comme à l'époque d'Hitler, il sait que quand la presse à la botte dit blanc, il faut comprendre noir.

Chine

Lutte contre la chaleur dans les usines

Dans le grand centre industriel de Changai, des mesures préventives contre la chaleur sont prises et des règles d'hygiène établies, qui améliorent les conditions des ouvriers travaillant sous haute température.

Les usines textiles ont fabriqué elles-mêmes des équipements de climatisation et de ventilation qui couvrent l'essentiel des besoins des usines.

Une unité relevant du bureau de l'urbanisme de Changai a établi 18 centres de repos et 5 infirmeries à l'intention de ses ouvriers travaillant sur les chantiers, en plein air.

Entre janvier et avril de cette année, l'aciérie No 2 a réalisé plus de 30 innovations techniques transformant le travail pénible près d'une source de chaleur torride en processus de travail mécanique loin de la source de chaleur.

Le département médical de la ville a envoyé ses travailleurs médicaux examiner les ouvriers de 2800 usines et entreprises, faire des enquêtes et recherches sur les conséquences physiologiques de la haute température et donner des conseils d'hygiène pour lutter contre la chaleur.

Vietnam

Le vœu de l'oncle Ho

La première session de l'Assemblée nationale du Vietnam réunifié vient de se tenir solennellement à Hanoi, réalisant ainsi le vœu le plus cher du président Ho Chi Minh.

Les 492 députés venus de 38 provinces et villes du Nord comme du Sud, ont participé dans la joie et l'enthousiasme à cette session qui marque la réunification de la patrie.

Dans son rapport, Le Duan, premier secrétaire du Parti des travailleurs du Vietnam, a déclaré :

«... La révolution vietnamienne est entrée dans une nouvelle étape de la révolution socialiste dans tout le pays, permettant de faire progresser notre patrie et d'exécuter ainsi le testament sacré du président Ho Chi Minh : «Edifier un Vietnam pacifique, réunifié, indépendant, démocratique et prospère et contribuer à la Révolution mondiale.»

«La tâche stratégique de notre révolution dans la nouvelle étape est de parachever la réunification du pays, de le faire progresser en entier de façon rapide, vigoureuse et assurée vers le socialisme.»

Pologne

Le pillage de l'URSS

La lutte déclenchée par la classe ouvrière polonaise est l'aboutissement logique de l'approfondissement des contradictions opposant le peuple polonais à la clique révisionniste au pouvoir. Celle-ci, emboîtant le pas des révisionnistes soviétiques, a restauré le capitalisme dans le pays, précipitant son agriculture dans le marasme.

L'intensification du pillage économique de l'URSS est à l'origine de cette situation. En raison de ses catastrophiques récoltes, pendant plusieurs années consécutives, l'URSS n'a pu approvisionner la Pologne en céréales ainsi que le stipulaient leurs accords. En 75, elle en a livré 46 % de moins qu'en 1974.

Cette différence représente un très lourd fardeau économique pour la Pologne qui a dû acheter des grains sur les marchés occidentaux avec des devises étrangères et au prix fort. Les prix des céréales ont en effet monté en flèche par suite des achats massifs soviétiques sur le plan mondial.

En outre l'URSS a exigé que la Pologne lui fournisse de grosses quantités de viande, provoquant des difficultés accrues pour le peuple polonais qui pendant ce temps est appelé à se serrer la ceinture.

Manœuvres agressives de l'URSS en Mer du Nord

Une escadre soviétique comprenant sept destroyers et frégates porte-missiles ainsi que plusieurs navires auxiliaires procède à des manœuvres au large de l'île frisonne de Borkum, en mer du Nord.

C'est la première fois que la marine soviétique se livre à des manœuvres dans une zone maritime bordant les eaux territoriales de la RFA, des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne. Cette zone est d'une grande importance pour les liaisons maritimes de l'OTAN, entre les USA et l'Allemagne. L'Alliance atlantique observe avec inquiétude ces manœuvres, qui s'inscrivent dans le cadre des préparatifs de guerre de l'URSS et visent à préparer la coupure des liaisons maritimes entre l'Europe et les USA.

Berlin-Est

LE FORUM REVISIONNISTE

(Suite de la p. 1)

Il aura fallu 20 mois de discussions, souvent orageuses, pas moins de 14 réunions préparatoires, à différents niveaux, sans parler de nombreuses consultations bilatérales pour que ce sommet tant controversé puisse enfin se tenir.

L'idée en avait été lancée par Brejnev en juillet 1974. Pour lui la conférence devait aboutir «à l'élaboration d'actions communes des PC dans le but d'approfondir la détente sur le continent européen et aider le combat des masses laborieuses». En fait, il entendait distribuer la preuve de l'unité du camp révisionniste sous la baguette de Moscou et poser les jalons d'une conférence mondiale destinée à condamner la politique marxiste-léniniste indéfectiblement suivie par le Parti communiste chinois.

Il lui faudra déchanter, le produit final ne ressemblant guère à celui qu'il exigeait. D'emblée la Yougoslavie posait très fermement ses conditions : la conférence ne devra procéder à aucune condamnation d'aucun parti, elle sera préparée sur chaque point avec l'accord de tous les partis et chacun d'eux aura la possibilité de s'exprimer longuement sur tous les sujets. Ces trois points seront repris à son compte par la délégation roumaine exigeant que le «sommet» soit public et reste sans suite.

La première réunion avait décidé la convocation de la conférence «avant la fin du premier semestre de 1975». Elle devait porter sur «la lutte pour la paix, la sécurité, la coopération et le progrès social en Europe».

Mais dès la seconde réunion, les choses se gâtent. Le PC est-allemand agissant sur les instructions de Brejnev, présente un projet de document final imposant à tous les partis une rigoureuse unité d'action, entraînant le départ fracassant du représentant yougoslave.

Par la suite, alors qu'un texte édulcoré semble rallier les suffrages, le parti révisionniste français soulève à son tour un certain nombre de difficultés, estimant que sa marche au gouvernement est par trop sacrifiée dans un texte qui met en avant la seule «coexistence pacifique».

De ce long marchandage sortira sans doute un texte complètement anesthésié qui prendra l'allure d'un simple et pâle communiqué et non d'une fracassante déclaration d'unité. Brejnev se consolera pourtant de ce semi-échec en le présentant comme une victoire de sa politique. Les contradictions qui minent le camp révisionniste ne l'empêcheront pas de chercher à utiliser ce sommet au profit de sa politique belliqueuse et expansionniste.

nouvelles intérieures

Délégation à Paris
des comités de soutien à Romain Le Gal

LECANUET SE CACHE DERRIERE SES FLICS

Une délégation du comité de soutien aux inculpés de Lorient, à laquelle s'étaient joints des représentants des comités de soutien de Bretagne s'est rendue mardi à Paris. Composée de parents des camarades inculpés, elle comprenait également le camarade Bernier qui, en 1970, avait été emprisonné par la cour de sûreté de l'Etat sous l'inculpation de reconstitution du PCMLF, ainsi que le camarade André Druet.

A 11 heures, la délégation se dirigeait vers le ministère de la Justice dans l'intention de demander à être reçue par Lecanuet, afin que celui-ci s'explique sur le maintien en prison

Romain Le Gal et exiger sa libération.

Une entrevue avait été demandée au ministre par télégramme.

Mais de nombreux flics étaient déjà sur place pour interdire l'entrée du ministère à la délégation. Un commissaire l'informait qu'à la suite d'une réunion du cabinet du ministre, il avait été décidé que la délégation ne serait pas reçue. Les parents de nos camarades devaient élever des protestations vigoureuses. Et la délégation rédigeait un communiqué dans lequel elle déclare notamment :

«La délégation proteste vivement devant l'attitude méprisante des pouvoirs pu-

blics à l'égard des parents et amis de Romain Le Gal venus spécialement de Bretagne. De tels procédés ne permettent pas de croire que la justice est prête à écouter les gens du peuple. Devant un tel refus, la délégation appelle à renforcer la mobilisation pour briser le complot du silence et obtenir la libération de Romain Le Gal, en particulier en participant nombreux au rassemblement régional contre la répression qui aura lieu à Lorient le dimanche 11 juillet».

A 14 heures, les comités de soutien organisaient une conférence de presse. Une fois de plus, les représentants de la presse officielle se sont signalés par leur absence. Ni l'AFP, ni «le Monde», ni «le Quotidien de Paris» pour ne citer qu'eux, qui avaient à nouveau été contactés quelques instants avant étaient présents. M. David, le père d'un des camarades inculpés qui prenait la parole, devait d'ailleurs dénoncer le complot du silence organisé contre Romain Le Gal. L'absence de la presse officielle devait confirmer ce complot.

Néanmoins, devant les journaux présents, les comités de soutien rappelaient les faits survenus à Lorient, le développement de la solidarité et annonçaient le grand rassemblement du 11 juillet.

Pendant ce temps, les parents de Romain Le Gal rendaient visite à leur fils, à la prison de Fresnes.

UNE MANŒUVRE TROTSKYSTE

La lecture de la feuille trotskyste «Rouge» nous apprend que le congrès de «Révolution» s'est tenu le week-end dernier à Paris et a décidé à l'unanimité la fusion avec la GOP, en novembre 1976. Plusieurs faits permettent de discerner la nature de la manœuvre politique en cours. Il s'agit d'une opération dirigée contre le marxisme-léninisme dans notre pays.

D'abord cette organisation trotskyste selon «Rouge» «se définit comme une organisation marxiste-léniniste, depuis sa fondation». Le but est clair : il s'agit de créer la confusion, de dissimuler le caractère trotskyste de cette organisation. Mais surtout cela vise un autre but : il s'agit de s'opposer à l'unité des marxistes-léninistes en cherchant à faire basculer le PCRml dans le camp du trotskysme. «Rouge» nous apprend en effet qu'il est accordé une importance particulière au débat avec le PCRml. Et par ailleurs que «la recherche de l'unité d'action avec l'extrême-gauche est con-

cue comme un instrument de sa transformation nécessaire». Le sens de cette «transformation» est sans ambiguïté. Par «extrême-gauche» les trotskystes de la «GOP-Révolution» entendent essentiellement eux-mêmes, le PCRml, ainsi que la Ligue de Krivine. La «transformation» dont rêvent les trotskystes consiste en ceci : créer un bloc trotskyste qui irait de la Ligue au PCRml, certains dans ce regroupement se dénommant «marxistes-léninistes». Ce bloc, jouant le rôle de force d'appoint du révisionnisme, aurait pour fonction de combattre les marxistes-léninistes authentiques.

Ce sont là des choses claires. Aussi est-ce avec une extrême inquiétude pour l'avenir du PCRml qu'on lit dans une interview donnée par le secrétariat politique de cette organisation au «Quotidien du peuple» daté du 25-6-76 : «De bonnes bases d'unité existent avec la GOP». Ces «bonnes bases» pourraient bien amener le PCRml, s'il poursuit dans ce sens, à entrer dans la manœuvre trotskyste qui est engagée.

Un événement dans l'édition

La scission dans le mouvement communiste et les écrits d'Enver Hoxha

(Suite de la page 1)

Ces documents demeurent d'une actualité brûlante, car ils montrent que c'est seulement d'un point de vue marxiste et par une ferme défense des principes que le révisionnisme soviétique peut être combattu avec conséquence. Au moment où certains partis qui ont sombré dans le révisionnisme font du tapage à Berlin-Est sur leur «indépendance»

par rapport à Moscou, il est facile à la lumière de l'histoire du mouvement communiste de discerner que leur «indépendance» n'est pas une «indépendance» fondée sur les principes et sur l'opposition résolue et totale au révisionnisme. Leur «indépendance» de contre-révolutionnaires ayant chacun sa recette antimarxiste les conduit en fait à concilier face au chef de file soviétique le-

quel concède en paroles mais fait tout pour maintenir son contrôle. Déjà en 1960 le groupe Khrouchchev usa de la menace et de la démagogie pour faire plier le Parti du Travail d'Albanie, mais en même temps il chercha à organiser en Albanie une activité hostile et subversive et s'assura les services de hauts dirigeants du parti qui devinrent ses agents, Liri Belishova et Kago Tashko.

Foyers Sonacotra

LE RETOUR D'UN DELEGUE EXPULSE

Un des 16 délégués du Comité de coordination expulsé par le gouvernement pendant les vacances de Pâques, le Malien Moussa Konate est de retour en France. Le Conseil d'Etat a cassé l'arrêté d'expulsion en ce qui le concerne. Nous avons reçu à ce propos un communiqué du Comité des résidents du foyer de Pierrefitte où habitait Moussa auparavant et nous en citons des extraits. Une fois de plus les révisionnistes du PCF se sont distingués : ayant amené à l'aéroport une ribambelle de dirigeants nationaux et locaux du PCF et de la CGT plus quelques travailleurs africains d'un autre foyer de Pierrefitte, les révisionnistes ont empêché les résidents du foyer Sonacotra d'approcher de Moussa, par la force, ont arraché un micro à un délégué du Comité de coordination et ont littéralement kidnappé Moussa qui n'a pas pu parler non plus ! Tout cela pour écrire dans l'«Humanité» de mardi : c'est grâce à nous, parce qu'il est membre du PCF, Moussa est de retour ! Pas un mot sur la grève des loyers, mais par contre des attaques contre les «gauchistes», c'est-à-dire contre le Comité de coordination et les marxistes-léninistes. Depuis Moussa n'a pas remis les pieds dans son foyer, il est la propriété du PCF !

Poniatowski et la Sonacotra ont intérêt à faire en sorte que le PCF apparaisse comme le champion de la lutte des foyers Sonacotra alors qu'il fait tout pour la saboter et a participé aux expulsions. N'est-ce pas là une des leçons de l'affaire ?

Voici ce que déclare dans son communiqué le comité de résidents du foyer de Pierrefitte :

Konate Moussa était délégué du foyer Sonacotra de Pierrefitte. Il a été expulsé pour la lutte qu'il menait aux côtés des travailleurs immigrés de son foyer. (...) Dimanche 27, Konate Moussa est arrivé à l'aéroport de Roissy venant de Bamako. Il a été chaleureusement accueilli par des résidents, l'ensemble du Comité des résidents et le Comité de soutien du foyer Sonacotra de Pierrefitte. Au nom du Comité de résidents du foyer Sonacotra de Pierrefitte et au nom du Comité de coordination, nous exigeons le retour de tous nos camarades expulsés. Alors que Konate Moussa était accueilli par le Comité de résidents, le PCF de Pierrefitte arracha le micro à son représentant, montrant par là sa mauvaise intention vis-à-vis des résidents du foyer de Pierrefitte et de leur lutte.

Ce qui devait se passer huit années plus tard à Prague permet de mieux comprendre l'importance vitale de la lutte conséquente, c'est-à-dire fondée sur les principes, face aux révisionnistes soviétiques et à leurs agents. En Tchécoslovaquie, lorsque la clique révisionniste de Dubcek voulut aller son chemin seule, les révisionnistes soviétiques déclenchèrent une offensive et finirent par occuper le pays : les masses populaires tchécoslovaques n'ayant pas été armées idéologiquement et politiquement face au révisionnisme soviétique furent surprises de l'intervention russe. Le peuple albanais à l'inverse ne cesse d'élever sa vigilance sous la direction d'Enver Hoxha et du PTA. Mais ce n'est pas seulement pour le peuple albanais que Enver Hoxha organisa la lutte contre le révisionnisme, c'est aussi pour la classe ouvrière et les peuples du monde. A nous donc de faire notre profit des écrits publiés au Nouveau Bureau d'Édition.

**SOUTENEZ ROMAIN LE GAL
ECRIVEZ LUI**

**R. Le Gal 655583 1er division Maison
d'arrêt de Fresnes cellule 351B
1, Division Leclerc 94261 Fresnes**



PTT (Hauts-de-Seine)

ATTAQUES ANTISYNDICALES DES BONZES PCF-CGT

La direction départementale CGT du syndicat PTT des Hauts-de-Seine (92) a envoyé une lettre aux syndiqués de la section du centre de tri PTT de Gennevilliers (CTI). Cette lettre mensongère est du même tonneau que le tract ordurier (signé UD-CGT) rédigé et diffusé par les permanents PCF de la fédération 92 aux portes des Câbles de Lyon à Clichy 9les membres PCF de l'usine ont refusé de la diffuser !).

Ces manœuvres des dirigeants révisionnistes pour essayer de dissoudre des sections syndicales CGT qui se placent sur de justes positions de classe, sont fermement combattues tant par les travailleurs du centre de tri de Gennevilliers que par ceux des Câbles de Lyon.

Voici des extraits de la lettre des bonzes CGT aux syndiqués du centre de tri.

«Cher camarade,
Il est peu fréquent que le syndicat départemental s'adresse personnellement aux syndiqués d'une section syndicale.

Si nous le faisons, c'est pour des raisons importantes et graves.

Nous avons été saisis à plusieurs reprises de réclamations émanant de syndiqués qui s'inquiètent du fonctionnement de l'activité de la section syndicale et de l'attitude de certains membres de sa direction actuelle.

En 1975, 85 adhésions ont été réalisées, seulement 52 cartes et 63 cotisations ont été réglées.

En 1976, pas une seule carte ni cotisation n'ont été payées au syndicat, la caisse de la section syndicale du CTI est vide, il n'y a pas un centime.

Pourtant, des syndiqués ont payé leurs cartes et même quelques cotisations.

Par contre d'autres syndiqués attendent leurs cartes et cotisations depuis plusieurs mois.

D'autre part les tracts que le syndicat envoie à la section pour information aux syndiqués ou au personnel ne sont presque jamais distribués ; le panneau syndical n'est pas tenu à jour régulièrement, certaines affiches ont été arrachées ou barbouillées, notamment celles concernant le Programme commun.

Les revendications les plus élémentaires du personnel ne sont pas prises en compte. Pourtant il y en a de très nombreuses : logement, paie, indemnités, primes, congés, allocations familiales, PV injustifiés, expulsions de logement, etc.

De plus la CGT au centre de tri de Gennevilliers est attaquée de l'intérieur par quelques éléments qui certes se réclament de la CGT,

mais dont le comportement et les agissements ne sont conformes ni à l'activité de la CGT ni à son orientation. D'ailleurs certains d'entre eux se préoccupent plus de dénigrer la CGT et ses militants que de la défense des revendications du personnel. Voudraient-ils porter préjudice à la CGT qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. (...)

Les basses manœuvres révisionnistes et trotskystes sont combattues

Cette campagne des révisionnistes montre bien qu'ils sont en fait opposés à tout syndicalisme de lutte de classe, qu'ils ont peur du courant antirévionniste qui grandit partout dans les masses. Dans leur sale besogne — tentative de construi-



re un nouveau bureau de section à leur entière dévotion — les révisionnistes sont appuyés par leurs roquets trotskystes. Mais les idées marxistes-léninistes grandissent et les travailleurs connaissent les méthodes révisionnistes et leur infligent échec sur échec.

Pour démontrer ces basses attaques, le bureau de la section CGT du centre de tri a rédigé une lettre-pétition pour tous les syndiqués. En voici le texte :

Lettre-pétition du bureau de la section CTI

« Le syndicat départemental s'est cru obligé de faire

une lettre à tous les syndiqués du centre en date du 20 mai.

Dans cette lettre, le bureau du syndicat départemental attaque «certains membres de la direction actuelle» de la section du centre sans vouloir les nommer.

Il attaque d'abord sur les problèmes de trésorerie de la section.

Nous reconnaissons que nos problèmes de trésorerie sont extrêmement importants ; le trésorier et un collecteur ayant abandonné leurs responsabilités, écœurés par le comportement d'un responsable départemental CGT dans les couloirs de la direction les 19 et 20 février lors de l'action de masse menée par les travailleurs du centre de tri pour le retrait des 10 PV 532 infligés à des auxiliaires.

Précisément, depuis plus d'un mois, le bureau de la section a commencé à reprendre en mains la trésorerie : des collecteurs ont été mis en place, couvrant les brigades de jour, 1/2 nuit et nuit. La remise des cartes pour 76 a été reprise en mains le plus activement possible.

La lettre du bureau départemental, au lieu d'aider au redressement de la trésorerie n'aboutit qu'à décourager des syndiqués qui ne comprennent pas qu'on attaque ainsi des délégués syndicaux qu'ils ont pu apprécier dans les différentes actions menées.

Notamment, les dirigeants de la section ont pris une part active et souvent prépondérante dans :

1 - la grève de 6 jours en 1975 en solidarité aux travailleurs du Parisien libéré et pour des revendications locales : cantine et sièges entre autres.

2 - des débrayages contre la répression fasciste en Espagne.

3 - des manifestations contre l'inculpation de soldats et de syndicalistes devant la cour de sûreté de l'Etat.

4 - des interventions au Chef de centre, contre les mutations d'office en brigade de jour et quatre auxiliaires de 1/2 nuit ; contre la fermeture de la cantine après 20 heures.

5 - un débrayage ultra-majoritaire et une manifestation de masse à la direction départementale à Nanterre qui aboutirent au

retrait de 10 PV 532 infligés à des auxiliaires.

6 - une action de riposte immédiate à des injures racistes proférées à l'encontre d'un travailleur du Centre.

7 - des actions de masse répétées qui ont abouti au départ de la 1/2 nuit à 23 h 40 au lieu de 24 h, permettant ainsi aux travailleurs de rentrer chez eux.

C'est sans doute cela que le bureau départemental appelle «ne pas prendre en compte les revendications des travailleurs» et «des actions minoritaires à l'encontre des intérêts des travailleurs» ! ?



Nous rappelons également l'article suivant des statuts : «la démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation.»

Ce qui signifie que tout syndiqué a parfaitement le droit d'être en désaccord avec l'orientation du syndicat à un moment donné, sans qu'on le traite de manière calomnieuse «d'élément plus soucieux de dénigrer la CGT que de défendre les revendications du personnel» ! !

Le bureau actuel de la section s'engage devant les syndiqués qui l'ont démocratiquement élu, à poursuivre son travail de réorganisation de la trésorerie et invite chaque syndiqué à prendre une part active à la préparation des élections de la Commission exécutive 76 de la section qui doit combler les départs (mutations, service militaire, démissions...).

Il s'engage également à poursuivre son combat syndical au service des travailleurs et estime que c'est à eux qu'il appartient de le juger.

Nous appelons les syndiqués qui réprouvent les basses attaques et les calomnies dans le syndicat à signer cette lettre-pétition.»

la France des luttes

La vie dans un lycée agricole
du Nord-Finistère ou...

LE REGIME DES GARDES-CHIOURMES

Le 22 juin était rendu un jugement qui opposait depuis un an le sieur Rivoallan, directeur du lycée agricole de Morlaix, à un agent employé dans cet établissement en 1975.

Le 1er janvier 1975, Mme Houen avait été engagée comme maîtresse d'internat au pair. Un logement avait été mis à sa disposition et il lui servait de salaire. Maigre salaire en vérité pour plus de 20 heures de travail par semaine ! En avril, n'ayant toujours pas reçu ses fiches de paye, et ne pouvant de ce fait toucher ses allocations logement, Mme Houen réclamait les dites feuilles à la direction qui lui promettait de régulariser sa situation au plus vite (l'on devait découvrir par la suite que Mme Houen n'avait jamais été déclarée et que son nom ne figurait sur aucune liste du personnel !).

En juin, son mari, agent d'entretien au lycée, reformulait cette demande. «On» lui répondit que s'il voulait obtenir les feuilles de paye de sa femme, il n'avait qu'à «payer les charges patronales» ! S'insurgeant contre ce chantage illégal, M. Hoen fut menacé d'être mis à la porte. Dans le même temps en l'absence des fameuses fiches de paye, les Allocations familiales étaient supprimées à la famille Houen.

M. et Mme Houen demandèrent alors l'arbitrage des Prud'hommes. Aussitôt Rivoallan chassa de leur logement les plaignants et multiplia les pressions sur M. Houen pour qu'il démissionne, allant jusqu'à lui réduire ses heures et son salaire.

Le 22 juin dernier, après un an d'instruction, le tribunal des Prud'hommes se déclarait incompétent... et condamnait la famille Houen à payer les frais du procès. En dépit de grosses difficultés financières, M. et Mme Houen sont décidés à poursuivre devant les tribunaux administratifs...

Rivoallan pour sa part demeure pareil à lui-même. La preuve : cette année encore trois maîtres d'internat sont dans la même situation que Mme Houen. La direction les fait travailler sans les déclarer. Et puis ce n'est pas tout...

Fin mai 1976, il faisait connaître aux enseignants les notes administratives et les appréciations qu'il porte sur eux. Un professeur a vu sa note passer de 17,5 à 10 ! Cela équivaut ni plus ni moins à une demande de mutation arbitraire, voire même de licenciement. Quant aux autres enseignants, ils étaient gratifiés pour la plupart d'appréciations erronées et diffamatoires, les mettant gravement en cause.

Cette fois pourtant le garde-chiourme Rivoallan s'est cassé les dents. Car cette attaque en règle contre les enseignants s'ajoutant au climat insupportable que fait régner le directeur dans le lycée a poussé pas moins de 95 % des enseignants et surveillants à engager une grève illimitée. Soutenus par le personnel de service, par les autres établissements scolaires de Morlaix ainsi que par des lycées agricoles de toute la Bretagne, et mobilisés activement dans la lutte, les grévistes arrachaient la victoire au bout de 3 jours. Rivoallan avait cédé !

Cette victoire montre clairement la voie à tout le personnel du lycée agricole de Morlaix : seul un mouvement de masse peut faire reculer la direction. La justice ? C'est la bourgeoisie qui la tient. Il ne faut guère compter dessus. Seul un rapport de force permet d'arracher la victoire, même si, comme cela a été le cas lors de la lutte des enseignants, les dirigeants révisionnistes des syndicats désapprouvent la grève et refusent de lever ne serait-ce que le petit doigt pour la soutenir...

Correspondant HR

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



LE BUREAU NATIONAL DE LA CFDT CONTRE LA COORDINATION NATIONALE DES LUTTES

L'offensive déclenchée au 37e Congrès de la CFDT par le Bureau national contre ceux des adhérents et militants qui refusent ses orientations réactionnaires se poursuit. A Annecy il a résolument engagé la confédération dans la bataille électorale, qui déchire d'ores et déjà les divers partis bourgeois, aux côtés du PCF et du PS. Il a en même temps tenté de rassurer une masse importante d'adhérents, soucieux de leur autonomie face au PCF-CGT, en leur proposant une tactique faite de soutien critique qui préserve certes l'originalité de la CFDT, mais dans un échantillon d'organisations réformistes ou révisionnistes solidaires fondamentalement au sein de l'Union de la «gauche». Le programme CFDT ce n'est pas le Programme commun, mais il faut être bien aveugle aujourd'hui pour ne pas voir que sur le fond l'entente est réalisée et que leurs différences ne correspondent qu'à la rivalité qui oppose deux courants bourgeois. Les récentes déclarations du BN parues dans «Syndicalisme Hebdo» du 24 juin pourrissent peut-être aider les naifs à y voir plus clair.

Poursuivant un objectif constant des chefs syndicaux réactionnaires qui est d'attaquer les conceptions révolutionnaires et ceux qui les défendent, les dirigeants de la CFDT au moyen du mensonge et de la calomnie s'en prennent à la coordination nationale des luttes mise en place autour des sections syndicales de Lip et Griffel.

Ces défenseurs du projet politique des partis de l'Union de la gauche qu'ils veulent aider à accéder au pouvoir s'en prennent en ces termes à la coordination : «Il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'ils parviennent à constituer des comités de grève contre les organisations syndicales...»

Au nom d'une soi-disant opposition entre militants politiques et syndicaux, Maire, dont les sympathies pour le PS sont bien connues, s'en prend en fait aux militants politiques qui combattent la stratégie de l'Union de la gauche.

Quant aux comités de grève, il ne peut s'empêcher de réaffirmer comme Séguy qu'il est décidé à les combattre malgré toutes les déclarations verbales sur la démocratie ouvrière dans

les luttes, destinées à tromper les adhérents de base CFDT. Ignorant et calomniant délibérément les positions publiques de la coordination des luttes, le BN poursuit :

«Les organisations de la CFDT doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par des groupes extérieurs, même s'il s'agit de militants CFDT. En effet, pour le moment, aucune section syndicale CFDT des entreprises concernées n'est officiellement dans cette opération : ce sont "des travailleurs" des entreprises en lutte, même pas des délégués, qui ont pris l'initiative de se réunir à Besançon. Bien que le secrétariat de la coordination soit à l'usine Lip...»

Ces mensonges flagrants sont nécessaires aux diri-

geants CFDT pour écarter les nombreux adhérents, qui aspirent à une authentique stratégie de lutte, tous ensemble et en même temps, classe contre classe, de toute initiative allant dans ce sens.

Voilà qui ne manquera pas de consolider dans leur opposition politique à la direction confédérale tous ceux qui conservent des illusions sur ce que représente la CFDT en tant qu'organisation. De telles prises de position doivent être combattues avec persévérance et sans compromis, pour renforcer le courant de lutte de classe dans la CFDT, arracher de nombreux travailleurs à l'influence des politiciens bourgeois et les gagner aux objectifs politiques du prolétariat : le marxisme-léninisme.

Creteil

Maison des Arts et de la culture

PAS UN SEUL LICENCIEMENT!

Des mesures de licenciement ont été prononcées à l'encontre de 41 travailleurs de la Maison des arts et de la culture de Créteil (MAC).

Le double jeu du PCF

En riposte, une première réunion du comité de soutien à laquelle avait appelé la section syndicale CGT-SNETAS de la MAC s'est tenue le 24 juin. A la surprise générale de l'assemblée, le trésorier de la Maison, membre du PCF, ayant proposé et voté les licenciements au conseil d'administration (CA), demande à faire partie du comité de soutien ! Il allait jusqu'à regretter même que le conseil d'administration ne soit pas présent. Sa présence et ses dires déclenchaient la colère des participants.

A la réunion les travailleurs ont fait le point sur les événements passés :

— «Pourquoi les licenciements aujourd'hui ?»

On sait qu'à la rentrée le CA avait voté la proposition d'un budget accepté par l'Etat, le département, la commune. Ceux-ci ne respectant plus leurs engagements, le directeur choisit la fuite en démissionnant de son poste de directeur. Mlle Valène, alors nommée par le secrétariat d'Etat aux Affaires culturelles, faisait pression sur le CA pour qu'il vote le licenciement de la majorité du personnel.

— Que faire ?

«Il n'y a qu'une seule solution»

proclame le trésorier révisionniste, «il faut que l'Etat capitule»...

Si l'Etat doit payer, pourquoi le trésorier PCF fait-il payer la faillite financière aux salariés de la MAC ? Que cherche-t-il aujourd'hui en essayant d'alléger la dette de l'Etat ?

Le comité de soutien à l'offensive

Malgré les tentatives grossières des membres du PCF présents pour chapeauter le comité de soutien («Vous n'êtes rien sans nos organisations»), les participants rappellent avec fermeté qu'aucune organisation ne doit apparaître en tant que telle au comité de soutien. Parallèlement un tract du PCF, diffusé le jour même dans Créteil, interdit à ses militants et sympathisants d'entrer au comité de soutien, et précise qu'il donne sa caution au seul Conseil du public (association regroupant tout l'éventail des organisations locales telles que l'UDR et le PCF formant à eux seuls la majorité !).

Face au démantèlement des établissements culturels engagé par le gouvernement, le comité de soutien a décidé d'engager l'action contre les licenciements et la culture de prestige que veut la future directrice pour sa maison et la ville de Créteil.

Prochaine réunion du comité de soutien mercredi 30 juin, 20 h 30 dans le hall de la MAC.

Correspondant HR Créteil.

Communiqué de presse de LA COORDINATION NATIONALE DES ELEVES-INFIRMIERS (ERES) REUNIS AU MANS LES 26 ET 27 JUIN 1976

Les élèves infirmiers, après avoir fait une mise au point de la situation dans les écoles, et pris conscience de la répression qui s'est abattue sur certaines d'entre elles, se sont unifiés sur les revendications nationales suivantes :

— SMIC mensuel versé par les ministères de la Santé et du Travail pendant les 28 mois d'études, avec maintien des avantages acquis pour les promotions professionnelles et sociales ; suppression du contrat.

— Dans l'immédiat, SMIC pour les temps pleins avec encadrement effectif.

— Suppression des frais d'inscription de 80 F en 2e et 3e années.

— Remboursement des frais de transport et temps de transport intégré dans le temps de travail.

— Tenue de travail fournie et entretenue par l'hôpital.

— Suppression des pointages.

— Droit aux congés de maladie et de maternité sans récupération des stages.

— Suppression de l'aspect disciplinaire du conseil technique et communication du procès-verbal des réunions du conseil technique aux élèves.

— Gratuité des soins et des consultations, pris sur le temps de travail.

— Droit d'assemblée générale sur le temps de travail ; droit de réunion et d'affichage.

Les élèves infirmiers s'organisent pour continuer le mouvement de mobilisation et aboutir à une action massive en automne.

La coordination nationale des élèves infirmiers dénonce la répression dans les écoles :

— à Garches, les flics interviennent sur ordre de la direction générale de l'Assistance publique, en agressant sauvagement les élèves en lutte pour la reconnaissance des droits élémentaires ;

droit de réunion, d'affichage, d'assemblée générale, liberté syndicale et politique.

— à Rennes, les élèves infirmiers sont en lutte pour le paiement des temps pleins au SMIC et pour un encadrement meilleur ; la direction de l'hôpital refuse de les entendre.

— à Nantes, après 15 jours de grève active, la direction refuse de prendre en compte leurs revendications.

La coordination nationale soutient les élèves en lutte pour la reconnaissance de leurs droits élémentaires, dénonce la répression qui s'abat sur les élèves infirmiers en lutte à Garches..., mais aussi sur les étudiants, les enseignants, les militants syndicaux et politiques, les travailleurs en lutte.

Le Mans, le 27-6-76

La coordination nationale des travailleurs infirmiers en formation.

Logement

Les locataires s'organisent dans une cité de la banlieue de Metz

LE DORTOIR DE LA COLERE

Borny c'est cette grande cité dortoir à la périphérie de Metz. Du béton, encore du béton, toujours du béton. La cité est gérée par plusieurs organismes : l'Office public de HLM, mais aussi des sociétés privées telles que Logi-Est. Cette dernière en particulier gère environ 200 logements.

Logi-Est fait de gros profits sur le dos et la sueur des travailleurs qui sont locataires dans cette cité. Ainsi, début juin, la société a augmenté les charges de 80 F par mois pour les F4 et de 100 F pour les F5. Elle comptait qu'à l'approche des vacances, la pilule allait passer en douceur dans le gosier des locataires.

Mais les rapaces de Logi-Est ont mal compté car le 24 au soir, 40 locataires se sont réunis pour discuter de leurs problèmes, dénoncer les pratiques de gangster de cette société, et préparer la riposte.

Il s'est ainsi avéré que depuis 2 ans que les locataires occupent les logements — construits en 1974 —, Logi-Est leur fait payer des provisions et des charges sans jamais fournir un seul décompte. Par ailleurs avec Logi-Est, les loyers sont différents pour des locataires occupant des logements identiques. Ils sont à la tête du client et à en croire les quittances, peu de locataires ont une tête qui revient à ces messieurs de Logi-Est. D'autre part on a découvert au cours de la réunion

que les concierges au service de Logi-Est infligent des amendes aux familles lorsque les enfants vont jouer sur les pelouses !

Après qu'un membre de l'APF d'une autre cité dortoir, la cité de Vallières, ait expliqué la lutte qui se mène depuis plusieurs mois sur son quartier, une équipe s'est constituée pour rédiger une pétition qui circulera dans la cité Borny. Personne ne se fait d'illusions d'ailleurs sur la portée d'une telle pétition par rapport à Logi-Est. Tous les participants ont clairement affirmé qu'elle n'était qu'un moyen d'entrer en contact avec les autres locataires de la cité et qu'en tout état de cause il faudra aller plus loin pour faire céder Logi-Est et obtenir satisfaction.

C'est décidé et confiants que les gens se sont quittés. Les marxistes-léninistes de la ZUP sont partie prenante dans cette lutte qui s'amorce. Ils se battent tant au sein de l'APF — devenu «syndicat du cadre de vie» — qu'au sein des assemblées générales de locataires pour impulser l'unité entre tous les locataires, qu'ils soient soumis à Logi-Est ou aux HLM, en expliquant que c'est tous ensemble et en même temps qu'il faut engager la lutte pour le refus des augmentations de charges.

Dorénavant à Borny, il faudra compter avec l'organisation des locataires !

Correspondant HR



NOTRE CAMARADE DANIEL POUTOIRE EST DECÉDÉ

Notre camarade Daniel Poutoire, ouvrier métallurgiste à la fonderie Lego, à Bouessé-le-Sec dans la Sarthe, est mort le 28 juin au soir dans un accident de voiture. Il était âgé de vingt-trois ans.

Notre jeune camarade avait rejoint les rangs des communistes marxistes-léninistes de France en octobre 1975. C'est en luttant pour sa classe qu'il a vécu sa dernière année. Son dévouement était grand.

Daniel désirait connaître

concrètement le socialisme. Il devait partir en Albanie le 12 juillet.

Daniel était aimé de tous. Ses camarades de travail voulaient le proposer comme délégué aux prochaines élections syndicales, au mois de septembre.

Daniel est mort. Mais nous, ses camarades, nous saurons lier son idéal et son souvenir.

Les communistes marxistes-léninistes de la Ferté-Bernard (Sarthe)

Voici un poème écrit par Daniel lors de son intégration au Parti communiste marxiste-léniniste de France.

«Où ! Je suis prêt à me révolter car j'ai marre de cette société.

«Où ! Je suis un communiste. Mais je n'ai pas ma carte au PCF. Ces gens ne cessent de nous tromper ! Ils nous parlent de Liberté. Mais ils font tout pour l'enterrer.

«Ils ne sont pas des révolutionnaires ! Ils trompent les ouvriers ! Ils n'ont pas droit au Drapeau rouge. «Notre tâche à nous, vrais communistes : faire tout pour écraser la bourgeoisie. Vive le marxisme-léninisme !

Le 25 octobre 1975
Daniel»

SOUSCRIPTION Une bataille politique de grande importance

Total au 25/6/76	144 304,46	Des militants ML	
Pour le premier anniv. de Clara		Chartrains	1 000,00
née le 15.07.75	150,00	BMF	90,00
Sup. réabt. RB	100,00	Cercle JCMLF de B.	510,00
CDHR P. Sémard	290,00	3 prolétaires symp.	2,00
Un lect. Vendée	100,00	1 femme au foyer	3,00
GP	900,00	Une institutrice	50,00
RB	1 080,00	Un ouvrier	50,00
La femme d'un membre du PCvF	100,00	Un plongeur de restaurant	100,00
Sur un marché	0,50	2 camarades	300,00
Un jeune symp.	50,00	Sur marchés banlieue	
CDHR Chou En-lai U	100,00	ville du Nord	45,50
Un enseig. pour que le quot. serve toujours mieux		SC	500,00
la classe ouvrière	5 000,00	Sup. réabt. MR	20,00
Sup. réabt. MJ	5,00	Le comité de redac.	380,00
Sup. réabt. MB	180,00		
Pour que vive le quot.			
2e sousc. GD	220,00		
		Total au 27/6/76	
			154 988,88 F



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

SOUTIEN A ROMAIN LE GAL



Manifestation contre la répression à Montpellier le 26 juin (photo correspondant HR).

De travailleurs de la Sécurité sociale

Depuis plusieurs mois, l'État accentue les mesures de répression contre les travailleurs et paysans syndicalistes, chez qui on ne compte plus licenciements et condamnations :

— évacuation par les CRS de Caron-Ozanne occupée par les travailleurs en grève depuis un an.

— à La Rochelle, à la CIT Alcatel, inculpation des piquets de grève qui selon Ponia «sont une nouvelle cause d'insécurité» ; charges des gardes mobiles et occupation de l'usine par les CRS

Contre les étudiants comme à Montpellier où le campus de la faculté de Lettres est occupé par les gardes mobiles.

Contre les travailleurs immigrés par l'expulsion de travailleurs des foyers Sonacotra en grève.

L'État multiplie les emprisonnements de militants syndicalistes ou politiques, c'est le cas aujourd'hui d'Edmond Siméoni devant la cour de sûreté de l'État proclame le droit des corses à vivre aussi bien que les français de la métropole.

C'est celui depuis décembre dernier de soldats, c'est celui du viticulteur Albert Teisseyre accusé d'avoir tué un CRS à Montredon et incarcéré depuis plusieurs semaines aux Baumettes ; c'est celui d'un militant marxiste-léniniste, syndicaliste CFDT à Lorient, Romain Le Gal, accusé de reconstitution de ligue dissoute, le PCMLF.

Ces emprisonnements, ces mesures répressives, ces expulsions sont une attaque menée contre les luttes qui bouillonnent aujourd'hui dans 200 usines occupées, dans le midi viticole et en Corse. Par ces mesures de répression c'est l'ensemble du mouvement ouvrier que le gouvernement veut casser.

Déjà un courant de lutte contre la répression se dessine, déjà des comités de soutien pour la libération de tel ou tel détenu politique se sont créés ici ou là. Tout cela peut et doit converger dans un grand mouvement d'ensemble à l'offensive au cœur des luttes ouvrières et populaires.

Pour la libération de tous les détenus politiques !

Pour la levée de toutes les inculpations !
Pour la dissolution de la cour de sûreté de l'État !

(Article paru dans le numéro de juin du journal de la section CFDT des employés de la Sécurité sociale de Seine-Saint-Denis.)

D'un cercle de Nice de la JCMLF

Cher camarade,

La montée de la lutte de classes en France, la participation active des marxistes-léninistes à cet essor, l'introduction au cœur des masses des idées marxistes-léninistes effraient la bourgeoisie de droite comme de «gauche». Là, la bourgeoisie révisionniste essaie par la force d'empêcher nos actions, ici le pouvoir t'emprisonne. La réaction est aux abois, elle veut empêcher le peuple de se mettre debout.

Mais tout ce qu'elle fait, tout ce qu'elle tentera de faire ne pourra que la démasquer davantage. Elle est dans les sables mouvants et tout ce qu'elle touche s'enfoncé avec elle. La «frousse» qui la saisit et la pousse à la répression ne prouve qu'une chose : sa grande faiblesse.

Ta force, camarade, tu la puises dans la confiance dans les masses qui partout en France apprennent ton arrestation par les comités de soutien et s'organisent pour ta libération.

Nous te faisons part de notre soutien et sache qu'aujourd'hui la bourgeoisie t'emprisonne, mais que demain le peuple te délivrera.

Nice, le cercle «Tonin-Grassi»
de la JCMLF.

De l'Union locale CFDT de Corlaix

Le bureau de l'Union locale CFDT tient à élever une vive protestation contre les mesures fascistes prises tous azimuts par le gouvernement réactionnaire des Giscard-Ponia-Lecanuet. Il dénonce notamment tous les emprisonnements sous inculpation de la cour de sûreté de l'État, toutes les atteintes au droit de grève, tous les licenciements répressifs des délégués syndicaux, toutes les inculpations pour fait de grève qui touchent entre autres les travailleurs de la Chaillotine. Et également l'intervention directe du gouvernement sur la justice, en violation de ses «propres principes», l'affaire du juge Ceccaldi par exemple, ou le refus de mise en liberté de l'ouvrier marxiste-léniniste Romain Le Gal.

Au nom de l'Union locale, le bureau exige :

- la libération immédiate de Romain Le Gal
- la libération immédiate d'Edmond Siméoni
- la levée de toutes les inculpations, contre les Corses, les paysans, les étudiants, les marxistes-léninistes de Lorient
- la levée de toutes les inculpations contre les travailleurs de la Chaillotine
- la suppression de la cour de sûreté de l'État
- la levée de l'interdiction du FRAP et du PCMLF.

Le bureau de l'Union locale
à l'unanimité.

Six heures contre la répression à Clermont-Ferrand

Les 6 heures se sont placées incontestablement au cœur des luttes.

— Stand des ouvriers de SCPC dont l'usine est menacée de fermeture.

— Stand des travailleurs du commerce (Radar, Mamouth) sur l'encadrement policier (anciens flics, sous-officiers) dans les grands magasins et la répression à la suite de la dernière grève à Radar.

— Stand des ouvriers de SMG dont la jeune section CFDT est déjà treignée en «justice» par le patron.

— Panneaux de la section de Clermont de la FEANF, sur des paysans de Naussac.

La partie la plus intéressante et la plus appréciée des «6 heures» fut de loin le forum sur la répression dans les entreprises.

Avec le camarade du comité de coordination des foyers Sonacotra, Papinski, J. Lasonchère le débat fut animé et partant toujours de l'expérience concrète des luttes.



De partout, au cours du forum, la faux parti communiste fut dénoncé comme ennemi implacable des luttes ouvrières, auxiliaire actif de la répression.

On peut regretter un nombre de participants insuffisant.

Cela montre tout le travail qui reste à faire.

Mais aussi la présence de plusieurs ouvriers avancés à la tête des luttes dans leur usine est riche d'avenir.

Correspondant HR

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672
Source.



Théâtre

«La sueur du soleil»

Par le théâtre du Galion

Cette histoire basée sur les luttes paysannes de la région nantaise de ces deux dernières années : la Vigne-Marou à Plessé, la Pinsonnière à Mésanger... est l'histoire de l'expulsion du paysan Jean, de sa famille et de ses compagnons de leurs terres. Elle a été écrite par les membres de cette troupe (qui sont professionnels depuis peu) et soumise aux critiques des paysans.

On y voit la lutte des petits paysans pour le droit à la terre, le droit au travail, la conservation de leur outil de travail. Les responsables de la faillite des petits paysans y sont clairement dénoncés : les banquiers, les firmes agro-alimentaires, les capitalistes... Pour les premiers, c'est la non-rentabilité qui amène l'expulsion ; pour les seconds, c'est le développement de leur région (sans doute ce qu'ils appellent le désenclavement) qui nécessite l'aménagement d'un nouvel aéroport (le projet de nouvel aéroport de Nantes à Notre-Dame des Landes) ou la construction d'une nouvelle autoroute (le projet de la Route bleue dans les marais salants de la presqu'île Guérandaise).

L'action se déroule au cours de la dernière nuit que passent les paysans à la ferme, ferme encerclée par les forces de répression.

Dans ce spectacle vivant où s'entremêlent chants, danses et dialogues, les paysans, par quelques scènes nous jouent et jouent l'arrivée du fonctionnaire chargé de l'enquête d'utilité publique, celle de l'huissier de justice et celle du commissaire de police devant faire exécuter l'expulsion. Toute la panoplie des manœuvres d'intimidation est mise en scène : les tentatives de division des couples par les pressions sur les femmes (bien sûr, pour tous ces sbires de la bourgeoisie, elles sont le sexe dit faible et sûrement beaucoup plus perméable aux menaces).

Certaines scènes établissent un parallèle avec la lutte des peuples contre le colonialisme telle celle des Indiens en Amérique contre les colons qui arrivent avec la technique qui doit permettre la mise en valeur des terres et la religion qui musèlera ces peuples. Puis, c'est la révolte de ces minorités qui seront sauvagement réprimés et dont les survivants seront parqués dans des réserves.

A travers ce parallèle, la pièce attaque la culture bourgeoise, le savoir que l'on inculque aux enfants. Ainsi, il est montré que l'oppression commence dès le plus jeune âge à l'école et que ce moule prépare l'enfant à accepter celle

dont il sera victime plus tard.

Une autre scène parle de la justice. La justice au service de qui ? De l'ouvrière, du travailleur immigré, du chômeur... ? Non, la justice au service de la bourgeoisie, cette justice qui à l'heure actuelle a bien du mal à faire face à toutes ces contradictions et qui, comme l'édifice de la bourgeoisie qui la commande, chancelle et craque de partout. Elle est symbolisée par un funambule qui, mis en difficulté, n'hésite pas à s'accrocher à la bouée du capitalisme.

De même, le problème du rôle de la femme dans notre société est abordé. Celle-ci dans la pièce veut sortir de son rôle de femme au foyer et participer pleinement à l'action. L'idée réactionnaire, encore très largement répandue dans les masses populaires et entretenue par la bourgeoisie et tous ces laquais, de la femme-domestique est dénoncée. La femme est une main-d'œuvre gratuite que le capitalisme force le paysan à utiliser.

De même, tout au long de la pièce, on assiste à la lutte entre deux voies : celle de la capitulation et du pacifisme et celle de la résistance armée et de la violence.

Dans les dernières minutes, lors de l'assaut des gardes mobiles, à la violence réactionnaire, le paysan et ses compagnons, en construisant une barricade et en prenant leurs fusils, opposent la violence révolutionnaire.

Auparavant, ont été tirées les leçons de cette résistance qui à un contre dix sera vite étouffée. Pour Jean, elle doit être rapidement et largement popularisée et ainsi marquer le début d'un combat pour l'émancipation des masses populaires. Tout le monde doit savoir ce qui s'est passé, et se mobiliser d'ores et déjà pour éviter d'être pris de court face à de nouvelles expulsions. Cette résistance ne doit pas être le fait d'une minorité, mais celle de tous les exploités contre leurs exploités qui fera partie de la lutte pour un monde meilleur.

C'est un nouveau pavé dans la mare de la culture bourgeoise. Apportons notre soutien à de telles initiatives en allant voir de telles pièces et en les faisant connaître.

Sport

Gymnasiade d'Orléans

POURQUOI LA CHINE S'EST RETIRÉE

Devant la scandaleuse et inadmissible attitude de la FINA (Fédération internationale de natation amateur) la délégation chinoise composée de 48 dirigeants et jeunes athlètes, nageurs et gymnastes, dirigés par

Tzao Zsun-hui, chef de délégation se sont purement et simplement retirés des 2e Jeux mondiaux scolaires (qui se voulaient être la fête de la jeunesse) — (voir HR No 519).

Qu'est-il arrivé ?

Monsieur Claude Pineau, président de l'ISF (Fédération internationale du sport scolaire), outré de l'attitude de la Fédération de natation, a tenu à reprendre l'historique de l'affaire.

«Lorsqu'il a été décidé d'organiser la Gymnasiade d'Orléans, et dès que la participation chinoise nous a été confirmée, nous avons pris contact avec les trois fédérations d'athlétisme, de natation et de gymnastique.

«Aucune difficulté pour la gymnastique, la Chine y étant affiliée. Une grande compréhension de la part de la FFA et de l'IAAF malgré la non-affiliation de la Chine en athlétisme : quant à la FINA s'en tenant strictement au règlement, menaçait les nageurs et officiels des autres délégations de disqualification s'ils rencontraient les nageurs de Chine populaire, la Chine n'étant pas affiliée à la Fédération.»

Aujourd'hui on en arrive à ce que nous assistions à l'immixtion d'une fédération internationale dans une autre, à ce que des fédérations interdisent à leurs représentants de faire du sport.

Tout ceci est regrettable : il s'agit d'une hostilité évidente à l'égard du peuple de Chine de la part de quelques sinistres dirigeants de la FINA (qui reconnaissent comme seuls représentants du peuple de Chine les usurpateurs de la clique fantôme de Taiwan).



culturel

A propos du premier festival culturel malgache

Une lettre de l'Association des étudiants d'origine malgache

Chers camarades,

En lisant votre journal du 24 juin 1976, nous avons été très sensibles au grand intérêt que vous avez apporté au premier Festival culturel malgache que notre association organise prochainement, en consacrant une page de votre journal pour populariser l'esprit de ce festival. C'est là une contribution inestimable et un soutien fraternel et effectif aux efforts que notre association mène dans ses activités militantes. Vous avez manifesté une fois de plus votre solidarité internationaliste agissante dont vous n'avez jamais cessé de faire preuve dans le sens d'un renforcement toujours croissant des liens d'amitié et de compréhension mutuelle entre nos deux peuples en lutte contre leur ennemi commun. C'est là un grand encouragement pour notre association qui s'engage à déployer tous ses efforts et dans la mesure de ses modestes moyens, à faire connaître aux autres peuples du monde, et notamment au peuple français, les réalités de la lutte du peuple

malgache et ses traditions révolutionnaires. Nous vous en sommes très reconnaissants et nous saluons chaleureusement votre initiative.

Permettez-nous, à l'occasion de cette lettre, de vous mentionner une petite erreur dans l'annonce de la durée du festival qui se déroule du 4 juillet au 10 juillet, et non du 4 mars. En outre, dans le paragraphe intitulé «Un appel à tous» une omission qui s'est trouvée dans notre texte original et que nous nous devons de rectifier, est à signaler au troisième sous-paragraphe : (lire) ... «A ce propos, nous attachons le plus grand prix au soutien moral et politique que toute personne ou organisation amies (ce fut l'omission) de notre peuple et de notre association pourrait nous apporter...»

Avec nos salutations militantes les plus chaleureuses et les plus fraternelles, anti-impérialistes, anti-social-impérialistes et antihégémonistes.

Le Bureau central de l'AEOM.



Grande fête de clôture Samedi 10 juillet 76

AU PROGRAMME :

A partir de 15 h : exposition-vente d'objets d'arts artisanaux ; buffet de spécialités culinaires malgaches ; exposition photos et comptoirs de livres (entrée gratuite).

A partir de 21 h : grande représentation culturelle et artistique, réalisée et exécutée par les festivaliers : Chants et danses folkloriques des différentes nationalités à Madagascar avec montage de sons, lumières et diapositives (participation : 10 F).

Jusqu'à l'aube : grande soirée dansante : avec des musiques et rythmes de Madagascar (participation : 15 F).

Participation pour l'ensemble représentation-soirée : 20 F.

A LA MAISON DES AMANDIERS

110, rue des Amandiers Paris-20e

Métro : Ménilmontant

Bus : No 96 arrêt Henri Chevreau

organisé par

L'ASSOCIATION DES ETUDIANTS D'ORIGINE MALGACHE

Programmes TV

JEUDI 1er JUILLET

TF-1

19 H 20, 20 H et 23 H : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Sandokan. Ce nom est celui d'un personnage imaginaire censé symboliser la résistance du peuple malais à l'occupation britannique du 19e siècle. Malheureusement les masses sont absentes et ce héros, à l'exotisme de pucotille, ressemble plutôt à une superstar d'Hollywood.

21 H 20 L'événement. Magazine d'actualité dont les sujets sont encore imprévus.

A-2

19 H 20, 20 H et 23 H 30 : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 La folle de Chaillot. Pièce de Giraudoux. Dans l'œuvre de Giraudoux, cette pièce est la seule qui aborde quelque peu un problème «social» : ici une vue très personnelle de la lutte de classe entre «les pauvres et les riches». Giraudoux est un bourgeois et sa vision de la lutte de classe est donc en conséquence. Nullement comparable à une pièce de Brecht, La folle de Chaillot prend néanmoins parti pour les pauvres, symboliquement.

22 H 30 Juke Box. Sous ce titre qui évoque évidemment la musique pop ou rock, on nous présente un guitariste irlandais, Rory Gallagher. Mais pourquoi ce musicien, qui a déjà affirmé son attachement à la cause irlandaise, suit-il la tilière «pop» en se référant (en pillant ?) au patrimoine musical des noirs américains qui est le blues ? Alors que la musique nationale irlandaise est si riche...

Portugal INTERVENTION D'EDUINO VILAR SECRETAIRE GENERAL DU PCP (m-l), A LA TELEVISION

Les élections portugaises pour l'Assemblée de la République ont donné lieu à une intense bataille politique en avril 1976. Nos camarades du Parti communiste portugais (marxiste-léniniste) ont participé à cette campagne *«non dans des objectifs électoralistes mais dans l'intention de mettre à profit au maximum cette occasion unique d'informer le peuple portugais sur la ligne politique, la stratégie et la tactique du PCP(ml)»*.

Nous reproduisons ici une des interventions de Vilar, secrétaire général du PCP (ml) à la télévision portugaise dans le cadre de cette

campagne électorale. Cette intervention résume la ligne fondamentale, stratégique et tactique que mettent en pratique les marxistes-léninistes du PCP (ml) dans le Portugal d'aujourd'hui. Au Portugal comme en France, une importante lutte idéologique et politique oppose marxisme-léninisme et révisionnisme et trotskysme. Nous nous réjouissons à ce propos du progrès dans le processus d'unification engagé entre marxistes-léninistes authentiques au Portugal et qui s'est notamment traduit par des échanges de lettres publiques sur ce sujet, entre le PCP (ml) et l'URCP (ml) dans leurs organes de presse respectifs.

Le PCP (ml) a été lésé, en ce qui concerne le temps d'antenne, à la télévision et à la radio.

Les responsables de ce fait sont les juges-corregidores des circonscriptions d'Aveiro, Guarda, Evora et Beja qui décidèrent de ne pas appliquer la loi et ainsi, refusèrent nos candidatures dans ces circonscriptions.

Ils ont ainsi fourni leur aide à Cunhal qui, par tous les moyens, tente de nous faire taire.

C'est une occasion extraordinaire pour le PCP (ml) que d'exprimer directement ici, à la télévision, quelques-unes de ses positions.

Je dis extraordinaire parce que, même après le 25 novembre, le sabotage et la déformation des positions du PCP (ml) à la télévision, ont continué.

Cela ne peut se comprendre que compte tenu du fait que les cunhalistes et leurs satellites, (...) (1) sont encore en place à des postes importants à la télévision.

Le PCP (ml) se présente comme le parti du véritable communisme, le parti du socialisme scientifique.

Le véritable communisme et le socialisme scientifique ne sont pas, naturellement ce que Cunhal nous prêche.

Comme nous avons eu l'occasion de le voir par quelques images, hier, à la télévision (2), le «socialisme» de Cunhal est le «socialisme» des tombolas, des cabarets, de l'oppression fasciste et de l'agression sociale-impérialiste. (...)

Le socialisme scientifique n'est pas non plus le «socialisme» des partis sociaux-démocrates, PS et PPD, comme on peut facilement le vérifier dans des pays où les partis sociaux-démocrates sont au pouvoir, depuis des années et des années. Dans ces pays, il n'y a pas le moindre vestige de socialisme — c'est purement et simplement le capitalisme monopoliste d'Etat.

Le PCP (ml) lutte pour le socialisme scientifique comme étape pour atteindre la société communiste, la société sans classe.

Mais pour le PCP (ml), le moment n'est pas encore venu d'instaurer le socialisme scientifique dans notre pays.

Non parce qu'il ne le désire pas. Mais parce qu'aujourd'hui, les masses nourrissent encore de grandes illusions par rapport aux partis qui s'opposent au socialisme scientifique, c'est-à-dire le parti social-fasciste de Cunhal d'une part, et les partis sociaux-démocrates de l'autre.

Après ces brèves considérations sur la situation nationale, il faut encore tenir compte de la situation internationale.

En effet, le Portugal se situe en un point aujourd'hui convoité par le social-impérialisme russe — l'Europe.

Le social-impérialisme que ce soit par son appareil belliciste, ou par sa cinquième colonne dans notre pays — le parti de Cunhal — met en danger pour l'indépendance et la démocratie.

Bien sûr, la bourgeoisie est du même côté de la barricade que la classe ouvrière pour cette étape de la révolution, mais avec ses intérêts propres.

Il n'en sera pas de même quand l'alternative sera *capitalisme* ou *socialisme*.

Par sa politique d'alliances, le PCP (ml) est attaqué par Cunhal et ses satellites. (...)

Ils disent que nous sommes «de la réaction», «de droite» et même «à la solde de la CIA» !

Et il continue encore à en recevoir avec les sabotages aux meetings et les agressions contre des militants de partis démocratiques.

Le PCP (ml) appelle à réfléchir les véritables communistes qui, trompés, se trouvent encore dans le parti de Cunhal ou dans un quelconque de ses satellites. (...)

Les images que nous avons vues hier à la télévision parlent d'elles-mêmes.

Seuls ne les comprennent pas ceux qui ne veulent pas abandonner leur bonne place dans la machine politique ou économique de Cunhal.

Aujourd'hui, la vérité est mise à nu : Cunhal n'est rien d'autre qu'un bourgeois qui n'est même pas libéral, ni patriote, mais bien fasciste et vendeur-de-patrie qui défend pour le Portugal la «souveraineté limitée», soit la soumission de notre pays au social-impérialisme russe. Le tout au nom du socialisme et de l'internationalisme.

Ceci non seulement en pratique mais en théorie. Car, lorsqu'en 1968, les tanks du social-impérialisme ont envahi Prague, face à l'indignation du monde entier, Cunhal fut un des seuls laquais de Brejnev qui eut le culot de tenter de justifier théoriquement cette agression impérialiste.

Nous accusons ouvertement d'être un vendeur de patrie cet individu qui, par erreur, a une carte d'identité de citoyen portugais.

Pour empêcher que le PCP (ml) ne les démasque ouvertement, le social-impérialisme russe, le KGB et leurs laquais, ont utilisé différentes méthodes pour tenter de nous faire taire. Depuis l'intimidation du genre PIDE, les écoutes téléphoniques, jusqu'aux mouchardages auprès des autorités portugaises.

Les agents du KGB savent qu'ils ne nous feront pas taire.

Tant qu'il y aura un communiste au Portugal, le drapeau de l'indépendance nationale et de la démocratie flottera bien haut.



Manifestation des ouvriers de la chimie en soutien à trois de leurs dirigeants syndicaux incarcérés sur ordre du ministre du Travail, le social-fasciste Martino en mars 75.

Ainsi aujourd'hui, au Portugal, l'alternative n'est pas *capitalisme* ou *socialisme* mais *démocratie bourgeoise* ou *dictature fasciste*, que ce soit à la Marcelo ou à la Cunhal.

Dans ces conditions, le PCP (ml) n'hésite pas à défendre la démocratie bourgeoise.

Ce faisant, il défend les libertés démocratiques pour la classe ouvrière : la liberté d'expression, de réunion, de manifestation et d'association. Et il défend aussi pour tout le peuple portugais l'indépendance nationale face à Brejnev, Hitler de notre époque.

Dans ce sens, le PCP (ml) lutte pour unir toutes les forces susceptibles d'être unies contre les ennemis de l'indépendance et de la démocratie.

Bien entendu, cette alliance nationale et démocratique comprend la bourgeoisie nationale et démocratique.

Dans la logique de ces messieurs, défendre l'indépendance et la démocratie, c'est être réactionnaire. Défendre la soumission du Portugal au social-impérialisme russe et l'oppression du peuple par le fascisme du nouveau Salazar-Cunhal c'est être «de gauche», «révolutionnaire», «progressiste».

Heureusement que plus de 80 % du peuple portugais a déjà compris toutes ces manœuvres.

Le 26 avril le PCP (ml) était isolé alors qu'il alertait face au danger du social-impérialisme russe et du social-fascisme de Cunhal.

Mais cependant, le peuple portugais a déjà vécu une dure expérience. Le peuple portugais a eu comme professeurs par la négative les sociaux-fascistes cunhalistes eux-mêmes et leurs laquais. Le peuple portugais a reçu d'eux des cours pratiques.

(1) Ici Vilar dénonce notamment des formations se réclamant du marxisme-léninisme et qui ont en particulier appelé à voter pour Otelo de Carvalho (chef militaire de la tentative de putsch pro-social-impérialiste du 25 novembre 75) lors des dernières élections présidentielles.

(2) Eduino Vilar se réfère à un programme présenté la veille à la télévision par le PCP (ml) et où furent présentées des images qui prouvent que la Russie est aujourd'hui un pays du capitalisme restauré, au régime fasciste et impérialiste.